

En Kanaky / Nouvelle-Calédonie, la situation coloniale demeure, avec ses conséquences en matière de discrimination, injustice, mépris, mais aussi révoltes et résistances.

Au vu du contexte social, économique et politique dans lequel le pays est plongé depuis le 13 mai, nous ne pouvons rester indifférents à ce qui se passe. Cette situation est très difficilement vivable pour les populations particulièrement les plus défavorisées, pour l'ensemble des élèves, des personnels et des enseignants. Les textes mis à l'ordre du jour de cette séance du CSE mettent en lumière la gravité des troubles auxquels sont confrontés la population en Kanaky.

L'Union syndicale Solidaires réaffirme son soutien aux mouvements indépendantistes Kanak dans leur lutte pour le droit à l'autodétermination et la fin du colonialisme de l'Etat français.

L'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'Education qui la composent, interpellent le ministère de l'Education nationale. 2023-2024 aura été une année bousculée dans l'éducation nationale : 4 ministres se sont succédés M Pap Ndiaye, M Gabriel Attal, Mme Amélie Oudea-Castera, Mme Nicole Belloubet actuellement ministre démissionnaire. Entre revirement et changement de cap, les annonces et contre-annonces, les déploiements d'idées sans contenu véritable et sans travail de fond, n'ont fait que semer le trouble et créer agitations et doutes.

Les bouleversements annoncés à la va-vite tiendront-ils pour la rentrée 2024 ?

Malgré un rejet massif de l'ensemble des organisations syndicales et de la communauté éducative, le gouvernement de M Attal a choisi d'imposer les réformes et de les passer en force. Les aléas politiques, les élections législatives, l'absence de gouvernement vont, malgré tout, chambouler leur mise en place.

Le choc des savoirs ce sont : des évaluations nationales du CP à la seconde dès la rentrée 2024, des nouveaux programmes des cycles 1 et 2, la labélisation des manuels scolaires. La généralisation des évaluations à toutes les classes du CP à la seconde est obligatoire en élémentaire, en 6^e et en 4^e mais est devenue facultative mi-juillet pour les classes de 5^e et

3^e. Elles sont prévues dès la rentrée 2024 et participent à la standardisation des pratiques pédagogiques. Ces évaluations augmentent le tri et le classement des élèves, des enseignant.es, des écoles et des établissements. La labélisation des manuels scolaires et la mise en place des nouveaux programmes des cycles 1 et 2 sont, quant à eux, reportés d'un an. Sursis pour les enseignants et aveu de désorganisation pour le gouvernement.

Les fédérations de l'éducation qui composent l'Union syndicale Solidaires dénoncent l'inutilité de ces évaluations dans la mesure où elles ne répondent pas à la difficulté scolaire, vont produire un stress supplémentaire, un mal-être. Elles vont accentuer l'idée d'échec en induisant une mise en conformité, une normativité des pratiques et des élèves. Elles vont donc, encore une fois, à l'encontre de l'école inclusive !

Contre le choc des savoirs, les fédérations de l'éducation qui composent l'Union syndicale Solidaires soutiennent les actions de mobilisation et de grève du 10 septembre.

Pour l'Union syndicale Solidaires, l'urgence est à l'abrogation de la réforme des retraites de 2023, et d'imposer : la retraite à 60 ans pour toutes et tous avec 37,5 annuités, le départ anticipé de 5 ans sur l'âge légal des professions confrontées à pénibilité et usure professionnelle et pas de retraite en dessous du SMIC à 2000 euros nets.

L'Union syndicale Solidaires soutient les services publics, garants de l'égalité des concitoyen·nes partout, car ce sont les seuls à même de gommer les inégalités croissantes, et de garantir les solidarités et le bien vivre ensemble.

En cette rentrée sociale, l'Union syndicale Solidaires prépare une mobilisation unitaire d'ampleur qui place au cœur des urgences les aspirations des travailleuses et des travailleurs du public comme du privé.